

CGT

**INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE**

ihS 64

Association loi 1901

**Siège social :
49 avenue Dufau
64000 PAU**

☎ 05 59 27 13 21

**adresse mail :
ihscgt64@orange.fr**

**Indicatif éditeur :
9782953880106**

BULLETIN

N° 73

Janvier 2023

Les agents de la distribution postale du secteur de la Côte Basque digèrent mal les cadeaux en chocolat !

Éditorial : par C. Graciet

La lecture du quotidien régional SUD OUEST du 07/12/2022 nous apprend que la direction de la Poste des Pyrénées Atlantiques a proposé un « challenge » à ses 300 distributeurs de lettres et colis de la Côte Basque : former des groupes de dix personnes et se « challenger » sur des objectifs suggérés par les managers... Par exemple : vente maximale de timbres, propreté des casiers, etc. ! **Les nominés seraient récompensés par des chocolats à la fin de chaque semaine !** Comme a dit un préposé : « **des récompenses chocolatées comme à la maternelle** ». Bien entendu la proposition a été jugée « *infantilisante* » et en complet décalage par les facteurs. Elle ne passera pas.

Si aujourd'hui, la Poste, comme tous les autres services publics indispensables à la nation, est malade ce n'est pas parce que ses employés souffrent d'un manque de « *douceurs, de sucreries!* » C'est bien du fait de la politique gouvernementale, impulsée par ses hauts dirigeants qui, au nom de la rentabilité, depuis des

décennies refusent les moyens de son développement. Ils organisent le détournement de ses missions et de ses ressources pour le plus grand profit des grandes entreprises du secteur privé.

Le personnel, les syndicats, les luttes légitimes ne sont pas responsables de la dégradation continue des services publics comme la Poste. La responsabilité en incombe aux pouvoirs politiques qui refusent obstinément de lui accorder les moyens financiers et en effectifs pour assurer un fonctionnement conforme aux besoins du présent et de l'avenir du service essentiel de la communication.

Aujourd'hui, plus que jamais, usagers, personnels et syndicats des services publics ont besoin de s'unir et agir pour s'opposer aux processus de privatisation totale du secteur public.

NB : A notre tour nous demanderons au père Noël de prévoir dans sa hotte, à l'attention des dirigeants de la Poste de notre département, quelques petites doses de jugeotte !

RENOUVELLEMENT COTISATION 2023

- **Adhésion Individuelle : seule : 15 € + Abonnement à "Aperçus" : 31 €
+ Abonnement à "Aperçus" et aux "Cahiers" : 44 €**
- **Adhésion Collective (Syndicats, Associations) :
+ Abonnement à "Aperçus" et aux "Cahiers" : 69 €**

**Nous vous remercions de bien vouloir faire parvenir votre règlement à :
IHS CGT 64 49 Avenue DUFAU 64000 PAU.**

Le Conseil d'Administration de l'IHS 64 vous adresse ses meilleurs vœux de bonne année, de bonne santé et de succès revendicatifs pour l'année 2023;

Nay/Coarraze : le récit des années noires du textile et du meuble

André Narritsens est revenu, lors d'une conférence, sur les crises qui ont amené à la fermeture des usines Berchon et SBA dans les années 80.

C'est un travail d'historien qu'a livré André Narritsens devant un public nombreux au Centre multi-services de Nay. Auteur d'ouvrages de référence sur la situation de l'industrie locale d'avant la Seconde Guerre mondiale, il a détaillé les faits plus récents qui ont conduit à la disparition...

Occupation d'usine

En 1981, c'est l'usine Berchon, « entreprise familiale insérée dans l'histoire locale », et qui employa jusqu'à plus de 200 salariés, qui connut une crise aboutissant à sa fermeture en 1985. Un épisode marqué par son occupation par des ouvriers licenciés et l'intervention de la police. Le syndicat CGT de l'établissement se montra combatif durant cette période, proposant des solutions mais en vain.

« Un saccage industriel »

On crut en 1972 à un renouveau de l'enseigne avec sa reprise par la firme Maragnon, une période de deux ans à laquelle succéda en 1975 la Société coarrazienne d'ameublement (SOCOA) suivie en 1985 par la Société béarnaise d'ameublement (SBA) qui dura jusqu'en 1987. Là aussi, la force publique fut employée pour expulser les salariés. « La fin d'un saccage industriel », pour le conférencier.

Texte de Maurice Triep publié le 29 novembre 2022 par la République des Pyrénées. Un autre texte est à venir dans la "Lettre électronique" de l'IHS Aquitaine.



Charles Claveau et André Narritsens



Un public nombreux a assisté à la conférence d'André Narritsens

Conférence d'André Narritsens le 17 novembre 2022 à Nay, organisée par l'IHS CGT 64 et groupe Nay de l'UL.



Photo Jean-Claude Malé IHS CGT64

Conférence de presse pour annoncer la soirée du 17 novembre.
À droite : Maurice Triep correspondant de presse. À gauche : Alain Serre IHS, Alain Faure UL, André Narritsens. G. Lamazou UL.



Le 18 novembre 2022 notre IHS était représenté au congrès de l'Union Locale "Lacq-Mourenx-Orthez" par Charles Claveau et Jean-Claude Malé (au Micro).



LES VACANCES N'ONT RIEN EFFACE

Le Président de la République Valéry Giscard D'ESTAING, nous avait présenté Monsieur BARRE comme l'homme "miracle" Etc...etc....: les qualificatifs en sa faveur ne manquaient pas...

Pourtant, si l'on fait le bilan au retour des vacances, nous n'avons aucun mal à constater que L'INFLATION, LE CHOMAGE, L'INSECURITE DU LENDEMAIN, LES LICENCIEMENTS, LA HAUSSE DES PRIX S'AGGRAVENT.

TOUTES LES MESURES QUE PREND M. BARRE, AGGRAVENT L'AUSTERITE.

➤ A TURBOMECA, nous avons une Direction générale qui précède M. BARRE. Dernière mesure qu'à prise celle-ci, est la suppression de la "prime" baptisée par elle de bilan". Une intervention de la CGT en date du 31-8, auprès de Monsieur GAILLARD, avait pour objet, la précision de la date, et le montant de l'acompte de la prime de bilan. Monsieur GAILLARD nous donna pour réponse : ... " j'en ai parlé avec Monsieur PERTICA, et je peux vous dire qu'il n'y aura pas de prime de Bilan, nous verrons aux environs du mois de Mars 1978 "... (tiens, tiens...)

➤ Pour plus de précisions à ce sujet, les délégués de la CGT feront une intervention auprès de Monsieur PERTICA.

➤ La liste de la remise en cause des acquits s'allonge: après la suppression de la pré-retraite, la restriction des promotions, la suppression des 4 indices, la mise en place d'une grille hiérarchique défavorable aux salariés, l'atteinte aux libertés syndicales et démocratiques, etc,etc... Nous pouvons ajouter à cela les licenciements qui se traduisent par des SUPPRESSIONS DE POSTES.

REGRESSION ECONOMIQUE, REGRESSION SOCIALE, COINCIDENT AVEC L'ARRIVEE DE MONSIEUR PERTICA.

➤ Présenté en 1972 avec les mêmes qualificatifs que l'on a donné à Monsieur BARRE, ce " CHAMPION " qui, soit-disant, fait tout pour " SAUVER " TURBOMECA, n'est en réalité que le FOSSOYEUR DE NOTRE ENTREPRISE, voué CORPS et AME au CNPF, aux profi

DEUX OBJECTIFS LUI ONT ETE ASSIGNES PAR MONSIEUR CEVRAC ET SES CONFRERES DU C.N.P.F.:

➤ 1 - Augmenter les profits de Monsieur SZYDLOWSKI. (Cet objectif a été largement atteint, puisqu'il est passé de 30 MILLIONS en 1972, à 100 MILLIONS en 1976 : (N. FRANCS)

Le Tract, de 1950 à aujourd'hui

C'est un document de 1977 que nous avons choisi pour illustrer le tract des années 1970. Les Trentes Glorieuses sont en train de se terminer et les politiques d'austérité s'enchainent y compris à Turbomeca où le premier plan social a été mis en place quelques mois auparavant.

Par rapport aux tracts des décennies précédentes, celui de 1977 marque une nette amélioration de la qualité. Qualité du papier tout d'abord avec un papier lisse, sans l'aspect granuleux caractéristique des tracts antérieurs. Ensuite, finie la machine à écrire mécanique, vive la machine à écrire électrique. Enfin, de vrais logos apparaissent rendant le document plus attractif encore. On est face à une vraie modernisation de la forme du tract.

Charles Claveau

En IRAN :

Après le boom pétrolier de 1973 l'Iran entre en récession. L'inflation, le chômage, l'incohérence de l'urbanisme contribuent à l'impopularité du Shah et de ses agents. Le pouvoir absolu de celui-ci ne cesse de croître. En 1975 il abolit le bipartisme et fonde le parti du Renouveau qui transforme l'Iran en un état totalitaire avec une police politique omniprésente la Savak, organisation pour la surveillance et la sécurité du territoire. En novembre 1977 le Shah en voyage à Washington se fait chahuter par une immense manifestation d'opposant·es venu·es par cars entiers de toute l'Amérique du Nord pour protester contre la dictature.

En 1979 une révolution éclate contre le Shah qui a mis en place les bases d'un gouvernement islamique.

Le 1^{er} février 1979 Khomeyni rentre à Téhéran après 14 années d'exil et dénonce l'illégalité du régime impérial. Il se réfère aux droits de l'Homme et aux droits des peuples à se gouverner, il en appelle au peuple iranien et invite

aussi les officiers supérieurs à se rallier au nouveau gouvernement qu'il nomme avant même la victoire. Il impose au pays la constitution d'une République Islamique, c'est-à-dire une République où l'Islam est la religion officielle d'État et où la charia s'applique. La charia, loi coranique, et la tradition chiite iranienne codifient le comportement public et privé des individus dans le cadre d'un système pénal qui prévoit des châtiments corporels.

Ségrégation et patriarcat, inégalité des sexes, ethnies et minorités religieuses composent les fondements de la charia, codifiée et imposée aux iraniens.nes.

Pour le législateur islamiste, la ségrégation commence dans le ventre maternel puisque l'emploi des termes « complet » et « humain » renvoie exclusivement au fœtus mâle. De même, avec la bigamie légalisée, le mâle peut contracter mariages avec plusieurs femmes, y compris des fillettes de 13 ans. Un père peut tuer son enfant en payant le prix de son sang et sans risquer la peine capitale,

contrairement à la mère qui subira le châtiment suprême.

Le voile, pour les Iraniennes, est devenu obligatoire dès 1983.

C'est à la suite du décès de Masha Amini, le 16 septembre 2022, battue à mort par la police des mœurs, parce que son voile laissait apparaître une mèche de cheveux, que des manifestations, menées par les femmes et suivies par les hommes, ont lieu dans tout le pays au cri de « Femmes Vie Liberté ». La moyenne d'âge des manifestant·es est de 20 ans.

Au 28 octobre 2022 Iran Human Rights dénombre 253 personnes assassinées ; la comptabilité des blessé·es est impossible et le nombre de personnes incarcérées ne cesse d'augmenter.

87% de la population soutient les manifestant·es et le mot d'ordre aujourd'hui est la remise en cause de la République Islamique.

Saluons le courage des jeunes, filles et garçons, qui, au prix de leurs vies, se battent sans relâche depuis des mois pour leurs libertés et leurs droits.

C. Rabier



Le 11 novembre, un rassemblement a été organisé devant le monument aux morts à l'appel du Grand Orient de France, de la Ligue des Droits de l'Homme, du Mouvement pour la Paix et de l'Institut d'Histoire Sociale CGT 64.

Une quarantaine de personnes étaient présentes pour soutenir la demande de réhabilitation des « fusillés pour l'exemple ». Chaque association a pris la parole.

Intervention prononcée par Alain Serre le 11 novembre 2022 pour l'IHS CGT 64

LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE

Nous sommes rassemblés aujourd'hui pour célébrer la mémoire des fusillés pour l'exemple pendant la première guerre mondiale et leur rendre l'honneur qui leur est dû. Les conseils de guerre condamnent 2400 soldats et parmi eux près d'un millier seront fusillés pour désobéissance individuelle ou collective. Ces soldats refusent la boucherie et la logique de guerre au compte du capitalisme et vont être sévèrement réprimés pour l'exemple. Des mutineries éclatent en 1915 dans l'Arbois, en 1916 à Verdun et en avril 1917 au chemin des Dames après l'échec de l'offensive de l'armée française. 40 000 mutins se révoltent et refusent d'être de la « chair à canons » et mettent en danger l'autorité de l'armée. C'est la naissance de la célèbre chanson de Craonne.

La bataille pour leur réhabilitation est un long chemin depuis la fin de la guerre de 14-18.

Le 5 novembre 1998, Lionel Jospin déclare dans le village de Craonne : « ces fusillés réintègrent aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale ». Mais depuis la bataille continue et l'Assemblée Nationale a adopté en première lecture un projet de loi le 13 janvier de cette année qui est maintenant en débat au Sénat.

Les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier mènent sans relâche le combat pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple qui ont lutté contre la barbarie.

L'Institut d'Histoire Sociale CGT du département rappelle que la bataille pour la paix est dans l'ADN de la CGT. Jaurès nous a enseigné que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage » et lorsque Léon Jouhaud a plongé la CGT dans l'union sacrée, des militants comme Pierre Monatte se sont levés pour dire non et mettre la bataille pour la paix au cœur de l'activité syndicale. Les militants de la CGT se sont engagés pleinement dans la Résistance lors de la deuxième guerre mondiale puis ont pris toute leur place dans les combats pour la paix en Indochine, au Vietnam et en Algérie et ont toujours milité pour développer la solidarité envers les peuples opprimés.

La lutte pour la paix est toujours malheureusement d'une brûlante actualité depuis que Poutine mène une sale guerre en Ukraine engendrant les pires souffrances pour le peuple ukrainien mais aussi pour le peuple russe et à terme pour tous les peuples d'Europe.

Le capitalisme en crise développe la guerre et l'économie d'armement et profite de cette situation pour s'attaquer encore plus aux conquies sociaux obtenus dans chaque pays. La bataille pour la paix fait partie intégrante de la lutte des classes. Ni Poutine, ni l'OTAN. Cessez le feu immédiat. Non aux budgets de guerre.

Lutter en ce moment pour la paix, c'est aussi agir pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, c'est poursuivre le combat pour en finir avec le capitalisme et construire une société plus juste et plus humaine, c'est donner une perspective à l'humanité.

Au regard de l'actualité, il est opportun de dire aujourd'hui tout notre attachement au droit d'asile pour accueillir les réfugiés qui fuient les guerres, la misère, la famine et les bandes mafieuses. Maudite soit la guerre.

Une phrase d'Anatole France reste d'une brûlante actualité : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ».

A bas la guerre ! Vive la paix ! Vive la solidarité internationale !